

# Consultation publique de l'ARCEP portant sur la réalisation des raccordements finals FttH sur tout le territoire

## Réponse de Somme Numérique

(4 mars 2021)

### Introduction

Somme Numérique tient à apporter sa contribution à la consultation de l'ARCEP relative aux raccordements finals des abonnés FttH. Les dysfonctionnements constatés ont pu impacter plusieurs millions de raccordements avant que les pouvoirs publics s'émeuvent des graves désordres apportés par un mécanisme laissé au bon vouloir des seuls opérateurs privés, s'exerçant pourtant sur des biens publics financés par l'Etat et les collectivités dans le cadre du plan France Très Haut Débit, risquant de mettre à mal la crédibilité même de ce qui est pourtant une réussite incontestable pour l'aménagement et la cohésion du territoire national. Ces désordres perdurent en ce début 2021.

Nous considérons que laisser les impérities se poursuivre ne pourrait qu'amener les collectivités propriétaires des Réseaux d'Initiative Publique à chercher toutes voies et moyens pour interdire la poursuite du mode STOC, en particulier parce que des risques pour la vie des raccordements sont pris dans la réalisation de certains raccordements aériens ou aéro souterrains. Cette situation ne saurait perdurer.

Nous affirmons qu'il ne suffit pas pour l'Autorité de considérer que l'amélioration de la qualité des raccordements finals passe par une responsabilisation renforcée des différents intervenants de la chaîne de sous-traitance et qu'il appartient à l'OI d'introduire dans ses contrats les mécanismes nécessaires à cette fin. *(page 7)*» Le poids économique des OCEN, et leur « coalition » pour défendre leur position dominante dans l'écosystème, n'est pas inscrite en droit mais s'impose en fait. Ceci est facilité par la transposition pure et simple des dispositions de la zone privée sur la zone RIP, sans considération pour les spécificités de la zone RIP.

Avec ENEDIS, Somme Numérique a constaté que 70% des raccordements en mode STOC utilisant les appuis communs du réseau électrique présentaient au moins un défaut et que 20% entraînait un risque pour la vie des raccordements.

Somme Numérique estime donc que la situation exige une réponse forte du régulateur, et non pas des demi-mesures très attentistes renvoyant à des évaluations ultérieures etc etc.

C'est bien la pérennité de l'exploitation des réseaux qui est en jeu.

Nous demandons:

- que le mode STOC ne puisse être maintenu de manière obligatoire que pour le premier raccordement, et que l'OI puisse refuser ce mode pour le churn ;
- que le mode STOC soit strictement limité au segment PBO-PTO, et que le brassage au PM soit du seul ressort de l'OI. Ainsi, l'OCEN conserverait la relation avec l'utilisateur et l'OI la pleine responsabilité du réseau qui lui a été délégué.
- que les pénalités en cas de malfaçon ou non-respect des obligations légales ou de sécurité soient réellement dissuasives pour faire évoluer les pratiques ;
- que les OI puissent suspendre le mode STOC, sur avis conforme de leur délégant le cas échéant, en cas de risque de sécurité avéré.

Un point non abordé dans la présente consultation concerne spécifiquement l'usage des infrastructures gérées par ENEDIS. Somme Numérique suggère qu'un travail complémentaire soit mené par le régulateur et les autorités compétentes sur ce point.

### **QUESTION 1 – RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Partagez-vous la synthèse établie par les services de l'Autorité des travaux d'état des lieux du groupe de travail « exploitation ».*

Nous partageons les difficultés constatées dans le groupe de travail « exploitation ».

Nous attirons l'attention sur la spécificité de la zone RIP : la très grande dispersion des prises, et un recours plus fréquent à l'aérien, rendent les interventions de raccordement plus chronophages (distances au PM et surtout distance entre deux clients), alors qu'il ne semble pas que la rémunération des prestataires en fin de chaîne de sous-traitance soit adaptée, ce qui conduit les entreprises sous-traitantes qualifiées à prendre plutôt des marchés sur les zones les plus denses, et à laisser intervenir plus de « francs-tireurs » en zone rurale. Le mode STOC aggrave ce problème, en divisant les volumes de raccordement par au moins 4 (les 4 OCEN), ce qui disperse encore plus les interventions quotidiennes.

Nous regrettons que la question du partage de la rémunération des raccordements ne soit pas abordée (différence inexplicable entre le tarif de sous-traitance et le paiement de l'auto-entrepreneur venant faire le raccordement sur le terrain...). Cette question a pourtant systématiquement été identifiée comme centrale par les acteurs publics lors des réunions sur le sujet, sans que l'Arcep accepte de le faire figurer dans ses compte-rendus et autres feuilles de route...

### **QUESTION 2 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Concernant l'envoi par les opérateurs commerciaux des CRI enrichis et des CR STOC :*

*- ces flux d'informations sont-ils suffisamment exhaustifs (notamment : clichés avant/après des interventions, métadonnées) pour permettre aux opérateurs d'infrastructure de contrôler la réalisation des interventions ?*

La sophistication de la solution proposée semble hors de portée d'entreprises manifestement peu soucieuses du respect du bien public. Sa mise en œuvre peut s'avérer utile dans un second temps, après remise en place d'un réel contrôle des gestionnaires de réseau sur l'ensemble

du mécanisme de raccordement final. Les OCEN opérant en mode STOC doivent d'abord être tenus de transmettre leurs plannings de raccordements aux gestionnaires de réseaux.

Nous nous interrogeons également sur les contraintes supplémentaires imposées à des sous-traitants sans s'assurer qu'ils bénéficient d'un espace économique minimum (ce qui n'est déjà pas le cas dans la situation actuelle). Cette question doit impérativement être prise en compte par l'Arcep.

Nous préconisons aussi un meilleur contrôle des raccordements par les OCEN et par Covage. Il faut que les raccordeurs se sentent contrôlés.

*- l'exploitation des données des CRI enrichis fait-il l'objet d'un contrôle systématique par l'OI ?  
Détaillez en les modalités le cas échéant.*

Non renseigné

### **QUESTION 3 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*La reprise de malfaçons est une étape indispensable dans la bonne exploitation des réseaux. Quel délai est imparti aux opérateurs commerciaux pour leur permettre d'intervenir et reprendre les défauts constatés ?*

Avant tout, il nous semble utile de rappeler que la meilleure façon de gérer les malfaçons reste d'éviter d'en générer !

Sur la question du délai, ce n'est pas directement du domaine de Somme Numérique. Toutefois, nous notons que vu l'asymétrie relationnelle entre OI et OC, ce sera certainement ce dernier qui fixera ce délai.

*Un processus de reprise des malfaçons partagé entre opérateurs vous apparaît-il nécessaire ?  
Quelles en seraient les modalités éventuelles, notamment en termes de délai ?*

Un OI ne peut valablement avoir autant de processus de reprise des malfaçons qu'il existe d'OCEN imposant le mode STOC.

Nous suggérons que les collectivités propriétaires des réseaux soient destinataires de la part de l'ARCEP avec avis confirmé de l'ANCT de clauses types relatives à cette question à intégrer dans les contrats de Délégation de Service Public avec application possible de pénalités dissuasives en cas de manquements.

### **QUESTION 4 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Les préconisations du recueil de spécifications techniques du comité d'experts fibre optique pour les armoires de rue, notamment dans l'utilisation de serrures et de clés triangles, vous paraissent-elles adaptées ?*

Nous avons fait l'effort financier de changer toutes les serrures en serrures triangles, aucun changement n'est apparu, autant de dégradations sont à déplorer.

*Le cas échéant, quels éléments pourraient devoir être améliorés ou ajoutés aux armoires pour en améliorer l'exploitation ?*

Nous avons noté que des expérimentations seraient tentées par certains opérateurs et restons à l'écoute.

#### **QUESTION 5 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Les prototypes d'armoires de rue équipés du nouveau dispositif de brassage vous paraissent-ils mieux adaptés aux opérations de brassage et de dépose des cordons optiques*

Nous entrevoyons une amélioration possible si le brassage au PM est de l'œuvre du seul OI, le mode STOC devenant alors limité au seul branchement PBO/DTIO. Rappelons également que des raccordeurs en mode OI, formés et avec des cadences raisonnables arrivent tout à fait à faire correctement le brassage dans les armoires actuelles.

Nous avons remarqué sur le terrain que certains raccordeurs du mode STOC ne connaissent pas les règles du brassage actuel, le changement aura donc des conséquences limitées partant de ce constat.

*Ce nouveau dispositif de brassage devrait-il faire l'objet d'une normalisation par le comité d'experts fibre optique, y compris pour ce qui concerne la longueur des cordons optiques ?*

Nous renvoyons à notre délégataire COVAGE sur cette question, qui nous indique que l'évolution des ingénieries (brassage en M, dépose des cordons) ou l'harmonisation des STAS semble tardive et coûteuse au regard de l'avancée des déploiements et source potentielle de nouvelles complexités

*Quelles seraient les conséquences de l'utilisation par les opérateurs commerciaux de longueurs différentes de cordons optiques selon le type d'armoires et d'opérateurs ?*

Non Renseigné

*Vous paraît-il nécessaire de généraliser ce nouveau dispositif de brassage, y compris pour des armoires déjà installées ? Le cas échéant, quelles devraient être les modalités de reprise de ces armoires ?*

La nécessité d'utiliser un nouveau type de brassage est exclusivement liée aux aléas du mode STOC qui a été imposé aux RIP. Aussi, s'il devait y avoir des conséquences financières pour les RIP du fait d'une obligation de changer l'existant, cette charge nouvelle devrait faire l'objet d'un financement national ad hoc via un fond alimenté par les seuls opérateurs utilisant ce mode STOC.

## **QUESTION 6 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Quelles sont les différences et particularités (dans les matériels, les techniques) le plus souvent constatées sur le tronçon du raccordement final chez les opérateurs ? Le cas échéant, quelles difficultés sont-elles susceptibles d'induire ?*

Cette question n'est pas du domaine de Somme Numérique et paraît bien anecdotique !

*Quels sont les éléments techniques du raccordement final qui doivent faire l'objet d'une harmonisation supplémentaire ?*

Le premier problème est le non-respect des règles de pose imposées en théorie par l'OI. Par exemple, chaque prise doit être numérotée et le numéro bien visible, ce qui n'est pas le cas dans à peu près un quart des poses. Cette absence de numérotation engendre de réelles difficultés pour permettre puis gérer le churn. C'est le non-respect de l'obligation de numérotation, fut-elle harmonisée, qui est la cause des problèmes.

*Les échanges bilatéraux entre opérateurs vous paraissent-ils suffisants pour permettre de les améliorer ? L'organisation d'un atelier spécifique sur l'harmonisation des règles d'ingénierie entrant dans le raccordement final vous paraît-elle pertinente ? Le cas échéant, quels sont les éléments et les modalités qui doivent être étudiés ?*

Non Renseigné

## **QUESTION 7 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Le déroulement des ateliers organisés entre opérateurs, ainsi que des études et des expérimentations lancées par certains opérateurs vous paraît-il satisfaisant pour permettre d'en évaluer les bénéfices escomptés ? Le pilotage des travaux entrant dans l'amélioration de ces processus vous paraît-il suffisant ? Estimez-vous nécessaire d'engager des travaux d'harmonisation de ces processus entre opérateurs, en particulier dans l'entretien des points de mutualisation et des points de branchements ?*

Il est regrettable que les porteurs de RIP, propriétaires des réseaux, ne soient pas associés au pilotage des travaux.

## **QUESTION 8 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Les fichiers d'informations mis à disposition par les OI, notamment fichiers IPE et CR MAD, vous paraissent-ils suffisamment complets et fiables pour déterminer les caractéristiques des raccordements à réaliser ? Quelles informations devraient être ajoutées ou fiabilisées (par exemple : longueur du raccordement) ?*

Il manque, pour Somme Numérique, la longueur du raccordement car cette donnée est demandée dans le rapport annuel de l'ANCT.

#### **QUESTION 9 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Les flux d'échanges du protocole accès doivent évoluer pour permettre une meilleure fiabilisation des opérations de raccordement. Vous paraît-il nécessaire de communiquer le tracé des infrastructures à emprunter au format SIG ? Détaillez le cas échéant les informations qui doivent être ajoutées ou fiabilisées. Cas de l'utilisation des supports exploités par Enedis.*

Non Renseigné

*S'agissant plus particulièrement de la pose des bandeaux verts, étape préalable à l'installation du câble de raccordement final sur les supports exploités par Enedis, certains opérateurs d'infrastructure confient la réalisation et la validation du calcul de charges à l'opérateur commercial. Dans le contexte du mode STOC, le calcul de charge est en pratique réalisé soit antérieurement à toute opération de raccordement final par l'opérateur d'infrastructure, assorti de la pose d'un bandeau vert par ce dernier, soit en régularisation du raccordement final réalisé par l'opérateur commercial. Les services de l'Autorité souhaitent interroger les acteurs sur la nécessité d'harmoniser les modalités de réalisation du calcul des charges et de pose des bandeaux verts, notamment au regard de la responsabilité de l'opérateur d'infrastructure.*

La pose des bandeaux verts n'est pas une étape préalable au raccordement final. En effet, le bandeau vert signifie que l'appui a fait l'objet d'un calcul favorable permettant de mettre sur le poteau 1 PBO et un forfait comprenant jusqu'à 6 câbles de branchement. Pour réaliser un raccordement terminal, d'autant plus s'il n'y a qu'un raccordement (cas fréquent en zone rurale), il est seulement nécessaire de vérifier que le calcul de charge au réel permet de mettre le câble de raccordement.

Ce point est particulièrement intéressant car il traduit bien l'une des logiques contradictoires du mode STOC : les OCEN veulent seuls maîtriser le raccordement de A à Z, mais exigent – pour certains d'entre eux – que l'OI se charge d'apposer le bandeau vert et de faire le calcul. Nous estimons que si harmonisation il y a, celle-ci se fera par le bas.

#### **QUESTION 10 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Vous paraît-il pertinent de généraliser la réalisation des calculs de charge par les opérateurs d'infrastructures ? Dans quelles situations ce calcul pourrait être effectués par l'opérateur commercial à la suite du raccordement ?*

CF. point précédent

En zone rurale (cas d'un ou deux câbles de branchement maximum), la meilleure solution serait peut-être de dispenser les opérateurs de réaliser un calcul de charge, vu la faiblesse des risques (impact limité et prise de risque uniquement dans l'intervalle entre la pose de la fibre et la dépose à venir du cuivre).

Aujourd'hui, Somme Numérique effectue les calculs de charges à la place de l'OI sauf pour les

poteaux en parcelle privée.

*En cas de réalisation du calcul par l'opérateur commercial, quelles sont les modalités d'échanges et d'intervention à mettre en place pour régulariser le raccordement en cas de dépassement de la charge autorisée ?*

Il convient avant tout de se demander si le calcul de charge est déjà actuellement bien effectué par l'OCEN, avant d'imaginer des modalités d'échange et d'intervention en cas de dépassement de la charge autorisée. Nous estimons dans ce cas que ce serait à l'OCEN de se mettre en conformité.

#### **QUESTION 11 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Quels sont les retours sur expérience des acteurs dans la mise en œuvre de ces modalités spécifiées par Enedis ? Quelles améliorations ou simplifications peuvent être envisagées ?*

Non Renseigné

#### **QUESTION 12 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Quelles informations sont partagées par les opérateurs commerciaux en cas d'échec au raccordement, en particulier dans les cas d'échecs sur les infrastructures de génie-civil ? Détaillez les modalités prévues entre l'OC et l'OI. Quelles informations doivent être ajoutées à ces flux d'échanges ?*

Nous renvoyons à la réponse de l'AVICCA sur cette question.

#### **QUESTION 13 – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la qualité perçue des raccordements et l'existence d'interventions insatisfaisantes ?*

Nous partageons l'analyse sur les conséquences dommageables pour l'OI et pour les collectivités concernées de toute mauvaise qualité d'un raccordement, alors même que l'OI ne maîtrise pas la chaîne de sous-traitants de l'OC. Nous avons constaté que des intervenants – voire les plateformes d'appels téléphoniques des OCEN - se permettaient même de mettre directement en cause les collectivités auprès des particuliers. Certains élus sont désormais directement ciblés par la population excédée. Il est d'autant plus consternant de remarquer que c'est au prétexte de la nécessité de maîtriser le lien avec leur client que les OI ont réclamé le mode STOC.

Somme Numérique estime qu'est ici en jeu la pérennité même des réseaux, ces « malfaçons » représentant autant de points de fragilité du réseau pour l'avenir, dont les effets pour certains éléments pourraient ne se déclencher que dans les prochaines années, alors même que la fibre sera devenue le support essentiel de l'accès.

*Quelles sont les solutions qui pourraient contribuer selon vous à assurer la qualité des raccordements à la fibre dans la partie privative ?*

La non imposition du mode STOC permettrait en tout cas de clarifier les responsabilités. Une collectivité interpellée ne peut pas expliquer aux habitants que le réseau déployé échappe à sa responsabilité ou à celle de son délégataire du fait du mode STOC, et ce d'autant moins que ce mode emporte avec lui la notion d'une sous-traitance qui n'existe pas dans les faits. Comment expliquer simplement en effet au grand public cette particularité franco-française d'avoir un sous-traitant imposé que l'on ne peut pas récuser s'il fait du mauvais travail...

*Quels sont les voies de recours mises en place par les opérateurs avec leurs abonnés en cas de dégradations ou malfaçons dans la réalisation des raccordements ? Quels délais sont habituels constatés ?*

Nous lirons avec intérêt les réponses des OC. Nous constatons trop souvent que le seul recours des abonnés est de se plaindre aux élus locaux.

#### **QUESTION 14A – RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Selon vos estimations, quelle serait la part des locaux déjà équipés en fibre optique qui ferait l'objet de l'installation d'un double câble de raccordement ? Quelles sont les difficultés engendrées par ces raccordements supplémentaires dans la mise en œuvre du système de restitution des droits d'usage ? Il est demandé d'en préciser la nature et les parties impactées : l'OI, le nouvel OC et l'ancien OC.*

Notre délégataire nous remonte que les cas de doublonnage sont uniquement liés à des erreurs de facturation qu'il demande à faire corriger par l'OC, et qu'en aucun cas un déploiement en parallèle de la prise existante n'est réalisé sur le terrain.

*Quelles adaptations aux modalités de restitution des droits d'usage pourraient être apportées afin de limiter les conséquences financières de ces raccordements ?*

Sans avis à ce jour

#### **QUESTION 14B – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Partagez-vous l'analyse de l'Arcep sur la nécessité de la bonne mise en œuvre de la restitution des droits d'usage ?*

Non renseigné.

#### **QUESTION 15A – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Partagez-vous l'analyse des services de l'Arcep sur l'extension des procédures de portabilité à l'accès fixe à l'internet ?*

Il est nécessaire de bien consigner le numéro de PTO pour assurer la fluidité du churn.



### **QUESTION 15B – RECUEIL D’INFORMATIONS**

*La référence de la ligne vous semble-t-elle être une information bien connue des clients finals ? Quelles sont les difficultés éventuelles à systématiser la mention de la référence de la ligne sur les factures et dans l’espace client ?*

*Observez-vous une décroissance de l’utilisation des services de téléphonie fixe inclus aux offres fibre grand public, qui nécessiterait de revoir les procédures de portabilité de l’accès fixe ? Le code RIO vous semble-t-il pouvoir être un moyen pertinent de véhiculer l’information de la référence PTO de l’ancien opérateur au nouvel opérateur ? Quels en sont les inconvénients le cas échéant ?*

L’information actuelle n’est pas connue du grand public et l’étiquetage même des prises est très aléatoire.

### **QUESTION 15C – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Quels sont les outils utilisés par les opérateurs commerciaux dans l’identification des locaux et des lignes optiques ? Les informations relatives aux locaux dans les référentiels des boucles locales fibre vous paraissent-elles suffisantes ? Détaillez les différences que vous observez avec le fonctionnement des outils similaires utilisés sur la boucle locale cuivre.*

*Quelles améliorations vous sembleraient nécessaires ? En particulier, l’ajout d’informations sur le « casage » ou plus généralement sur l’identification des locaux, utilisées par exemple pour l’identification des lignes électriques ou la fourniture du gaz, vous paraissent-elles pertinentes ? Selon quelles modalités ces informations devraient être partagées ? Une obligation supplémentaire de publication par les opérateurs vous paraît-elle nécessaire ?*

Les techniciens qui effectuent le raccordement final pour le compte de l’OC devraient pouvoir bénéficier des informations précises de localisation du lieu d’intervention transmises par l’OI

### **QUESTION 15D – RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Partagez-vous l’analyse de l’Arcep quant à la fiabilité des données sur les lignes existantes dans les systèmes d’informations ? Détaillez le cas échéant les difficultés induites par ces divergences. Selon vos estimations, quel taux de fiabilité présentent ces informations dans les SI des opérateurs d’infrastructures ? Selon vos estimations, quelle part de lignes déjà existantes font l’objet d’une construction d’un deuxième raccordement ? Quelles mesures pourraient être adoptées afin de résoudre ces divergences ?*

Sans avis

### **QUESTION 16 - RECUEIL D’INFORMATIONS**

*Les OI sont invités à rappeler le critère qu’ils utilisent pour déterminer la typologie d’un raccordement final et s’ils envisagent des évolutions sur le choix du critère. Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant leur choix, notamment par rapport aux conséquences pour les raccordements déjà réalisés, le critère qu’ils estiment le plus pertinent pour déterminer la typologie du raccordement final qui servira à établir son tarif. Les nouveaux champs de la version 3.1 du protocole PM doivent-ils être complétés pour informer correctement les opérateurs pour la réalisation du raccordement final ?*

Voir réponse de notre délégataire COVAGE

#### **QUESTION 17 - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Les acteurs sont invités à renseigner, selon ces deux méthodes (mode de pose du PBO et cheminement du câble), et autant que possible en les croisant, la répartition des types de raccordement final qu'ils ont déjà réalisés et ceux dont l'étude a déjà été effectuée.*

Lors du relevé de BAL nous relevons les caractéristiques des raccordements cuivre existant. Cette étude permet d'en informer l'entité qui ira effectuer le raccordement par la suite. Lors de nos contrôles terrain, nous avons relevé que les raccordeurs connaissent le type de raccordement, le nombre de raccordeurs nécessaire et le matériel à apporter pour effectuer le raccordement dans les règles de l'art, mais évidemment n'en tiennent pas compte...

De plus, le mode de pose du PBO et le cheminement du câble sont des informations normalement envoyées dans les IPE générées par l'OI.

#### **QUESTION 18 – RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Ces coûts par typologies vous paraissent-ils pertinents ? Si non, pourriez-vous indiquer, à la lumière des résultats détaillés dans le tableur Excel annexé à la consultation et à l'aide d'éléments objectifs et documentés, les unités d'œuvre dont les coûts ne vous semblent pas correspondre à la pratique et le coût moyen que vous leur attribuez ?*

Somme Numérique n'a pas développé d'expertise sur cette question

#### **QUESTION 19A - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Les acteurs sont invités à renseigner la nature et le montant des charges qu'ils supportent dans le cadre de la réalisation des raccordements final. Il est demandé de bien préciser la situation dans laquelle l'acteur supporte ces charges (réalisation avec des équipes internes, réalisation en sous-traitance, supportées par l'OI pour les raccordements finals réalisés en mode STOC, etc.).*

Nous présentons en annexe les mécanismes de financement des raccordements finals en œuvre sur le réseau Somme Numérique à ce jour.

#### **QUESTION 19B - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Les montants moyens agrégés renseignés par l'Autorité vous paraissent-ils pertinents ? Chaque acteur (OI, OC et sous-traitant) de la réalisation du raccordement final supporte des charges qui lui sont propres, est-ce que l'ensemble de celles-ci doit être comptabilisé dans le tarif d'usage (flux n° 3) utilisé pour déterminer le montant de la restitution des droits d'usage (flux n° 4) ? Si non, qui supporte celles qui ne le sont pas et comment sont-elles facturées ?*

Non renseigné

#### **QUESTION 20 - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Quelles évolutions les acteurs anticipent-ils pour les coûts de réalisation des raccordements finals, notamment concernant la main d'œuvre, le matériel et les charges ?*

Nous estimons que les rémunérations effectivement versées aux sous-traitants finals ne permettent pas une réalisation dans des conditions de sécurité et de qualité nécessaires, et que les coûts affichés par les OC sont surestimés. Il conviendrait d'observer les coûts de sous-traitants finals qualifiés, dont la qualité de travail est validée par les OI, pour cerner les coûts effectifs d'un opérateur efficace. Ceci pourrait être effectué périodiquement, tous les ans ou tous les deux ans, pour tenir compte des gains d'efficacité et des autres paramètres mouvants.

#### **QUESTION 21 - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Les acteurs envisagent-ils des besoins spécifiques pour les entreprises sur le segment du raccordement final qui impacterait le coût du raccordement final, par exemple le multi-accès ? Le cas échéant, comment ces besoins sont-ils pris en compte et comment sont-ils facturés ?*

Non Renseigné

#### **QUESTION 22 - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Est-ce que les acteurs envisagent une facturation particulière pour les raccordements finals d'entreprises en FttH ? Si oui, sur quelle caractérisation objective entendent-ils s'appuyer ? Les acteurs sont invités à répondre en distinguant trois aspects :*

- les pratiques sur le marché de détail, entre l'opérateur commercial et l'utilisateur final ;*
- les pratiques entre l'opérateur et son sous-traitant pour la construction du raccordement ;*
- les pratiques entre opérateur d'infrastructure et l'opérateur commercial pour le droit d'usage du raccordement.*

Sans opinion à ce jour

#### **QUESTION 23 - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Concernant les raccordements finals d'entreprise de type « FttE », les opérateurs d'infrastructure sont invités à renseigner leurs coûts et à détailler les mécanismes de facturation qu'ils proposent.*

Non Renseigné

#### **QUESTION 24 - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Quelles sont les contraintes techniques qui limitent la longueur des raccordements finals (taille ou poids du touret de câbles, standardisation des fournitures, etc.) ?*

*Comment doit-être caractérisée la longueur maximale d'un raccordement final « standard » : une longueur de câble, un nombre d'infrastructures (chambres ou poteaux) à solliciter lors de la réalisation ou une combinaison des deux ? Est-ce que ce critère devrait être unique ou varier selon la typologie du raccordement final ?*

*Les acteurs sont invités à indiquer quelle approche ils utilisent, en précisant les valeurs des*

*seuils retenus, et pourquoi. Ils sont également invités à transmettre à l'Autorité la proportion des raccordements concernés et des éléments de coût sur ces derniers.*

Nous notons que les sous-traitants de derniers rangs sont tellement mal rémunérés qu'ils peinent à réaliser des raccordements standards. La question telle que posée par l'Arcep pourrait ainsi faire sourire si elle ne cachait pas une réalité où des risques pour leur santé sont pris par certains agents.

#### **QUESTION 25 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

*Estimez-vous souhaitable que l'Autorité promeuve une harmonisation des pratiques entre opérateurs d'infrastructures sur la caractérisation des raccordements « longs » ? Si oui, sur la base de quels paramètres et selon quelles modalités ? Si non, pourquoi ?*

Somme Numérique déploie selon une ingénierie qui a éliminé la notion de raccordement long de notre vocabulaire.

#### **QUESTION 26-27-28-29**

sans réponse de Somme Numérique

#### **QUESTION 30 (en domaine public) - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*- Quelles sont les principales difficultés techniques qui excluent les raccordements de la catégorie « standards » (fourreau cassé, fourreau bouché, poteau à changer, élagage, etc.) ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.*

Dans de nombreux cas, la difficulté technique se constate au moment du raccordement : un fourreau cassé ou bouché, nécessité d'élagage (on n'imagine pas de passer chaque année sur chaque prise commercialisable pour faire un état de la végétation environnante)... La possibilité technique d'un raccordement doit également s'apprécier en liaison avec ce qui se passe sur le terrain du client (à quoi bon identifier et traiter un fourreau cassé s'il n'y a plus de possibilité de passage sur le terrain ?). Le fonctionnement du mode STOC n'incite pas les sous-traitants de dernier rang à effectuer ce travail d'identification, comme le confirme l'écart massif entre les causes d'échecs renseignées par ceux-ci et ceux relevés par les OI lors des vérifications de terrain.

*- L'OI est responsable, sur le domaine public, de la disponibilité des infrastructures d'accueil entrant dans la réalisation du raccordement final, ce qui implique de les financer. Cela appelle-il des observations de la part des acteurs ?*

Covage réalise le Génie Civil mais c'est Somme Numérique qui le finance. Cela augmente considérablement le prix du raccordement. Le fait de faire du GC sur un réseau qui n'est pas le nôtre implique d'avoir des infrastructures non rattachées à nos infrastructures existantes et qu'il faudra maintenir. Il serait plus judicieux que le propriétaire de l'infrastructure sur cette voirie soit propriétaire de ce nouveau « morceau » d'infrastructure (en payant les travaux).

*- Dans le cas où le raccordement est réalisé par un OC intervenant en mode STOC, la réalisation technique de certaines opérations, notamment sur le génie-civil, pourrait théoriquement être menée par l'OI ou par l'OC. Y a-t-il des opérations sur le domaine public*

*qui pourraient être réalisés par les OC dans le cadre d'une intervention en mode STOC ? Le cas échéant, dans quelles situations et quels critères permettraient de les caractériser (nature des travaux, coût des travaux, etc.) ?*

Dans le cas général, cette difficulté n'apparaît qu'au moment du raccordement, et s'apprécie également en fonction des possibilités de passage sur le domaine privé du client. Le sous-traitant de l'OC ne peut déjà pas disposer d'une nacelle pour faire correctement et en toute sécurité les raccordements, comment va-t-il pouvoir réparer une casse, faire un élagage ou autre ? .... L'OC attend que l'OI fasse le GC. Le propriétaire des infrastructures ne rembourse presque plus les réparations des casses GC sur son infrastructure.

*- Les acteurs estiment-ils que certaines interventions sont trop complexes pour être réalisées en mode STOC ? Le cas échéant, merci de détailler la nature de l'intervention et la raison qui les rendent irréalisables par les OC.*

A la difficulté identifiée ci-dessus s'ajoute bien évidemment :

- le manque de qualification et de matériels de certains sous-traitants de sous-traitants en mode STOC,
- la spécificité de travaux à effectuer par rapport à un raccordement standard,
- la rémunération trop faible du sous-traitant de dernier rang qui l'oblige à multiplier les raccordements pour bénéficier d'un revenu correct et donc à exclure tout ce qui est ou semble un peu plus compliqué et long à réaliser.

*- Enfin, comment les acteurs envisagent-ils la réalisation de ces raccordements : est-ce que, dans ces cas précis, une reprise en main de l'intervention par l'OI leur semble pertinente ? Pour l'intervention complexe spécifiquement, ou pour tout le raccordement ?*

La reprise en main par l'OI est indispensable et peut donner lieu à une industrialisation par des campagnes de travaux, avec des entreprises qualifiées et les nécessaires autorisations d'intervention sur domaine public.

### **QUESTION 31 (en domaine public) - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Comment ces raccordements finals « complexes » sont-ils facturés entre l'OI et l'OC, en distinguant les trois situations suivantes : construction en mode OI, construction en mode STOC, reprise d'un raccordement existant (en particulier l'influence des travaux sur la restitution des droits d'usage) ? Quand cela est pertinent, les acteurs sont invités à bien distinguer les deux types de flux : le tarif de sous-traitance (flux n° 2) et le tarif d'usage (flux n° 3).*

Non concerné

### **QUESTION 32 (en domaine public) - RECUEIL DES REACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Pour que le tarif d'usage (flux n° 3) de ces raccordements reste néanmoins à un niveau qui, en pratique, ne soit pas un obstacle à sa souscription par un OC, il pourrait être envisagé une évolution des modalités tarifaires équivalente à la « situation c) » décrite pour les*

raccordements « longs ».

*La pratique d'un tarif d'usage plus faible que les coûts de construction, la différence (en particulier les coûts de génie-civil) est reportée sur la masse des coûts PM-PBO et récupérée via les tarifs du segment de la desserte.*

*Les acteurs sont invités à réagir à cette proposition de tarification.*

Pas d'avis

### **QUESTION 33 (en domaine privé) - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*- Quelles sont les principales difficultés techniques rencontrées en domaine privé lors de la réalisation du raccordement final ? Les acteurs sont invités à transmettre une classification de ces difficultés qui renseigne, pour chacune, le coût et la proportion à laquelle elle est rencontrée.*

Non concerné

*- Les acteurs sont invités à s'exprimer sur les coûts engendrés par ces raccordements finals : qui doit les supporter et comment doivent-ils être facturés ? Est-ce qu'il vous semble pertinent que ces derniers soient exclusivement portés par le client final ou, au contraire, supportés collectivement par les acteurs, par exemple au travers d'une péréquation de ces coûts sur l'ensemble des raccordements finals de la zone ?*

Chaque privé est responsable de ses infrastructures sur sa parcelle.

*- Enfin, les acteurs sont invités à indiquer 1) celui qui en pratique établit le cahier des charges techniques de l'intervention et 2) celui qui en pratique réalise la remise à niveau des infrastructures d'accueil. Est-ce l'opérateur d'infrastructure qui exploite le réseau sur la zone, l'opérateur commercial qui, s'il agit en mode STOC, identifiera en premier les difficultés, ou le client final qui est responsable de la disponibilité des infrastructures d'accueil ?*

Non concerné

### **QUESTION 34 - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Chaque répondant est invité à préciser :*

*- en tant qu'opérateur d'infrastructure, quel volume de raccordements FttH il a produit en 2020 sur ses réseaux, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC » ;*

*- en tant qu'opérateur commercial, quel volume de raccordements FttH il a commandé en 2020, en décomposant ce volume entre « mode OI » et « mode STOC ».*

Non concerné

### **QUESTION 35 - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*- Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final.*

*- Dans le cadre d'une tarification à l'euro-l'euro<sup>4</sup>, les échanges financiers entre OI/OC ont-ils effectivement lieu ou est-ce que ces derniers n'interviennent qu'au moment de la restitution*

*des droits d'usage en cas de churn ?*

Réponse apportée partiellement avec schéma pour question 19

### **QUESTION 36 - RECUEIL D'INFORMATIONS**

- Comment ces différentes grilles de sous-traitance sont-elles négociées entre opérateurs ?*
- Les acteurs sont invités à communiquer à l'Autorité l'ensemble des grilles de sous-traitance qu'ils utilisent dans le cadre du mode STOC (avec chaque OI ou chaque OC selon les cas).*
- Les acteurs identifient-ils des conséquences particulières liées à la coexistence de plusieurs grilles de sous-traitance pour une même prestation sur un même réseau ?*

L'existence de différentes grilles de sous-traitance est source d'inégalités de traitement et de problématiques sur le réseau lui-même (différences de process etc.). Elle traduit l'ambiguïté fondamentale du mode STOC, où l'OC, loin d'être un sous-traitant choisi par l'OI pour l'attractivité de ses tarifs et la qualité de ses prestations, est un de ses rares clients possibles, voire un client incontournable dans le cas d'Orange en zone peu dense, qui de fait dicte ses conditions à son soit disant donneur d'ordre. Les dispositions des contrats STOC devraient figurer dans les offres de référence, puisqu'elles sont induites par l'utilisation commerciale du réseau.

### **QUESTION 37 - RECUEIL DES OBSERVATIONS DES PARTIES PRENANTES**

- Les acteurs partagent-ils l'analyse des services de l'Autorité ? Identifient-ils d'autres risques liés à cette situation (plusieurs grilles de sous-traitance qui peuvent ne pas représenter la réalité des coûts supportés pour la réalisation des raccordements finals) ?*
- Il est par ailleurs demandé aux acteurs d'indiquer en quoi cette pratique leur apparaît compatible avec l'obligation de non-discrimination pesant sur l'OI.*

Nous partageons l'analyse de l'ARCEP sur les risques avérés de surestimation des coûts et de discrimination entre opérateurs.

### **QUESTION 38 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la mise en œuvre d'une telle grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) unique.*

*Les acteurs sont notamment invités à répondre aux questions suivantes : quelles seraient les difficultés liées à sa mise en œuvre ? Quelles seraient les conséquences pour l'OI ? Pour les OC ? Pour les raccordements déjà réalisés ?*

*L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?*

Nous sommes favorables à l'imposition réglementaire d'une grille unique avec un tarif minimum par catégorie (immeuble, aérien, souterrain, façade) à l'attention du sous-traitant de dernier rang de l'OC ou de l'OI. En échange d'un tarif minimum, il faudrait que chaque sous-traitant prouve sa certification ou formation comme sur le modèle de la certification électrique.

#### **QUESTION 39 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*- Quelles seraient les difficultés liées à la pratique d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique, quelle que soit la typologie, pour le raccordement final ? Les acteurs sont invités à renseigner, en justifiant, leur appétence à la pratique d'un tel tarif par l'OI.*

Un prix unique quel que soit la typologie ne permet pas de prendre en compte les spécificités des territoires peu denses. Il vaut mieux fixer un tarif unique mais par typologie.

*- L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?*

*- La partie 4.2 aborde les raccordements finals « longs » qui présentent des contraintes techniques qui multiplient les coûts de réalisation du raccordement. Est-ce qu'il vous apparaîtrait pertinent que ce tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire unique prenne en compte les coûts d'intervention supérieurs sur ces raccordements (ces coûts seraient ainsi péréqués sur l'ensemble des raccordements finals du réseau concerné) ? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.*

Nous n'avons pas de raccordement « long » sur notre territoire.

#### **QUESTION 40 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Selon vous, quelle référence de coût vous semble la plus pertinente pour fixer une nouvelle référence tarifaire pour le raccordement final en zone d'initiative publique ? S'agit-il du coût moyen (coût péréqué selon les quatre typologies) ou du coût maximal (coût d'un raccordement final réalisé en aérien) qu'un opérateur supporte pour la réalisation d'un raccordement final en zone d'initiative privée ?*

*Comment les surcoûts liés aux raccordements « longs » ou « complexes » abordés en partie 4.2 et 4.3 doivent-ils être pris en compte ? Les acteurs sont invités à justifier leur réponse.*

Sans réponse

#### **QUESTION 41 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Est-ce que cette distribution des raccordements finals vous apparaît pertinente pour décrire la zone moins dense d'initiative privée ; et ainsi servir pour fixer le tarif de référence de la zone d'initiative publique ? Sinon, quelle référence vous semble plus pertinente ?*

Cette référence est éventuellement applicable aux zones AMII mais en aucun cas aux zones RIP dont la répartition des raccordements est nettement moins représentée par des immeubles mais davantage par des raccordements en souterrain et en aérien (en moyenne Somme Numérique a une répartition des prises sur son déploiement de 7.5% immeubles, 53,5% aérien-façade et 39% souterrain)

#### **QUESTION 42 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Avez-vous des observations sur la prise en compte de ces deux composantes ?*

#### **QUESTION 43 - RECUEIL D'INFORMATIONS**

*Les acteurs sont invités à expliciter l'ensemble des flux financiers supportés et échangés entre l'OI et l'OC pour la réalisation d'un raccordement final en mode STOC, de la passation de la commande par l'OC à la perte de son client final, selon que l'OC ait payé initialement le*



*raccordement final ou qu'il le loue mensuellement.*

*Ils sont également invités à répondre aux interrogations suivantes :*

*- comment les opérateurs négocient-ils les grilles de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) du mode STOC en zone RIP ?*

*- quelle est la conséquence de la subvention publique sur les flux financiers échangés entre l'OI et l'OC en mode STOC ?*

*Notamment, il est demandé aux OI de préciser les mécanismes de reversement des subventions publiques du raccordement final, lorsqu'elles existent, à l'OC. Par exemple, en mode STOC, dans le cadre d'une pratique tarifaire à l'euro-l'euro, la subvention publique est-elle reversée au moment de la facturation du raccordement final à l'OC ? Est-ce qu'elle fait l'objet d'un flux différé regroupant les raccordements finals réalisés sur un ou sur l'ensemble des réseaux de l'OI ?*

Nous n'avons pas de données sur ces points, mais nous lirons avec intérêt les contributions des acteurs.

#### **QUESTION 44 - RECUEIL DES RÉACTIONS DES PARTIES PRENANTES SUR UNE PROPOSITION**

*Les acteurs invités à exprimer leur position sur ces différentes modalités tarifaires du mode STOC en zone d'initiative publique. Les OI RIP préciseront la modalité qu'ils retiennent dans leur contrat d'accès en indiquant la raison de ce choix.*

*- Ils sont également invités à exprimer leur position sur la possibilité pour les OI RIP de fixer une seule grille de sous-traitance OI-OC (flux n° 2) en contrepartie du bénéfice d'un tarif d'usage (flux n° 3) forfaitaire subventionné unique en mode « CAPEX » et « location » pour le raccordement final.*

*L'Autorité devrait-elle chercher à généraliser une telle approche ?*

Nous n'avons pas de données sur ces points, mais nous lirons avec intérêt les contributions des acteurs.